

**M. Trudeau:** Le député de Prince Edward-Hastings . . .

**M. Hees:** Non, ce n'est pas la bonne circonscription, c'est Northumberland.

**M. Trudeau:** . . . devrait comprendre que je ne faisais même pas allusion à lui, madame le Président. Il est du trop menu fretin pour que je perde mon temps . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Madame le Président, pour répondre à la question du chef de l'opposition, je tiens à lui assurer que les déclarations faites à ce sujet par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres ministres reflètent toujours la position du gouvernement. Je n'avais pas l'intention de changer quoi que ce soit à ces déclarations.

«Accident» signifie un événement qui se produit.

**Une voix:** Alors vous êtes un accident, Pierre.

**M. Trudeau:** C'est un événement tragique qui s'est produit.

**M. Shields:** Comme vous.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Madame le Président, «accident» vient du mot latin *accidere*, qui signifie «arriver»; il peut s'agir d'une catastrophe. Cela vient du mot *ad-cadere*, qui signifie «tomber». C'est ce qu'a fait l'avion coréen, il est tombé.

**Une voix:** Par lui-même?

**M. Trudeau:** C'est, à mon avis, par accident que le pilote coréen a survolé le territoire soviétique. Je pense qu'il s'agissait d'un accident. Ce n'était pas voulu. C'est pourquoi un accident s'est bien produit, madame le Président.

● (1420)

Le gouvernement a donné l'exemple en protestant avec véhémence contre cet incident. Il a donné l'exemple et, depuis lors, le chef du parti conservateur s'efforce de faire pareil en protestant avec véhémence.

Lorsque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré le boycottage de 60 jours, il m'a consulté. Je lui ai répondu que c'était notre politique et qu'il fallait l'appliquer dès maintenant, sans attendre l'exemple des autres pays, ce que nous avons fait. Nous avons ouvert . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Nous avons ouvert la voie en en saisissant le Conseil de sécurité aux Nations unies. Nous avons donné l'exemple en en saisissant également l'OACI à Montréal. Nous maintenons ce boycott, tandis que la plupart des pays européens l'ont déjà levé. Je ne pense pas que le gouvernement puisse se reprocher de ne pas avoir exprimé suffisamment clairement son indignation devant cet événement. En outre, la Chambre sait que nous avons adopté ici même une résolution dont l'Union soviétique a refusé d'accuser réception. Le gouvernement lui a présenté une note diplomatique qu'elle a également refusée. Que pouvons-nous faire de plus, madame le Président? Faut-il continuer à crier, ou déclarer la guerre, ou

### Questions orales

encore dire aux agriculteurs de l'Ouest qu'ils ne doivent plus vendre de blé à l'Union soviétique? Que nous propose le chef de l'opposition?

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Le chef de l'opposition propose d'obtenir une réponse directe du premier ministre, même si ce n'est pas facile dans notre pays.

**Des voix:** Bravo!

### L'EMPLOI DU MOT «ACCIDENT» PAR LE PREMIER MINISTRE

**M. Brian Mulroney (chef de l'opposition):** Madame le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à la Chambre le 12 septembre dernier que la tragédie était un «acte d'agression injustifiable». C'était aussi l'avis du public canadien. Il y a une différence de sens énorme entre les mots «accident» et «acte d'agression», comme le premier ministre le sait, vu qu'il s'y connaît bien en sémantique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Je voudrais que le premier ministre nous dise qu'il s'agissait de sa part d'un simple lapsus . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** . . . ou si c'est parce qu'il a obtenu de nouveaux renseignements qui n'ont été communiqués à aucun membre de son cabinet et qu'il serait prêt à transmettre à la Chambre qu'il a qualifié d'accident un incident international de cette importance?

**M. Lalonde:** Vous avez changé d'avis dix fois.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, les Soviétiques eux-mêmes ont reconnu qu'ils avaient abattu l'appareil. Je ne possède aucun nouveau renseignement qui indique que les Soviétiques n'ont pas abattu l'appareil. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a qualifié cet acte d'agression. J'ai dit que j'acceptais cette description et j'ai approuvé la décision prise par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. C'était il y a un mois. Les Soviétiques n'ont toujours pas fait mine d'être prêts à verser une indemnisation quelconque. La guerre froide qui dure depuis déjà quelque temps continue à se réchauffer et la situation est en train de devenir dangereuse, madame le Président.

Pour ma part, je ne pense pas que nous puissions obtenir quoi que ce soit des Soviétiques en répétant qu'il s'agit d'un acte d'agression. Ce qui compte pour nous, c'est l'incident lui-même, qui a été tragique et qui a amené le monde entier au bord de la catastrophe. Moi-même, mon parti et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures croyons que nous n'obtiendrons rien de plus des Soviétiques en les traitant d'assassins. Nous pourrions au contraire obtenir une désescalade de la guerre froide en les traitant comme des êtres humains.